COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 21 au 27 mai 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Biodiversité.....3

- **Atelier sur les maladies coralliennes organisé par la COI**
- **Maladies coralliennes : une formation pour la société civile**
- **LE COMITÉ DE L'IFRECOR SE TIENT SUR LE MARION DUFRESNE : Des "actions concrètes" pour protéger durablement le récif corallien**
- **Micro portraits : Le voyage continue**

Pêche.....8

- **Commission des thons de l'océan Indien : pêcheurs vigilants : 20E SESSION PLÉNIÈRE DE LA CTOI À SAINT-DENIS**
- **Le thon albacore menacé de disparaître dans l'océan Indien**

Agroalimentaire.....13

- **Productive : accent sur l'agroalimentaire**

Investiture du Président Azali Assoumani.....14

- **Comores/France : Vallini réitère la volonté de Paris de soutenir le nouveau Président**
- **Passation technique hier entre le Président sortant et son successeur**

Biodiversité

Atelier sur les maladies coralliennes organisé par la COI

May 23, 2016



A partir d'aujourd'hui et ce jusqu'au mercredi 25 Mai, la Commission de l'Océan Indien organise un atelier sur les maladies coralliennes. Suite à l'élaboration d'une feuille de route des activités 2015-2016, un besoin de formation en matière de blanchissement et de maladies des coraux avait été exprimé. Cet atelier de formation relative aux maladies des coraux est organisé à l'Université de Maurice. Parmi ses objectifs: le renforcement des connaissances en matière de maladies coralliennes et les impacts sur l'écosystème marin.Les récifs coralliens constituent l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité en abritant plus de 8000 espèces de poissons et 800 espèces de corail dur. Les scientifiques pensent que plusieurs millions d'autres espèces restent à découvrir, notamment en termes de micro-organismes. Les récifs sont utiles à la fabrication de nombreux médicaments. A Maurice, ils sont vital au secteur touristique et contribuent ainsi à la création d'emplois. Après avoir causé un blanchissement massif des coraux dans les années 1990, le phénomène climatique El Nino est en train de s'intensifier à nouveau. Maurice doit s'y préparer au mieux à en croire les prévisions de l'agence américaine ***National Oceanic et Atmospheric Administration.*** Le projet COI Biodiversité, financé par l'Union européenne, appuie le réseau des acteurs de suivi de la santé des récifs coralliens dans l'océan Indien. Suite à l'élaboration d'une feuille de route des activités 2015-2016, un besoin de formation en matière de blanchissement et de maladies des

coraux a été exprimé à l'intention des acteurs de conservation nationaux. A noter que cette activité est organisée en collaboration avec le Ministère de l'Economie océanique et le Ministère de l'Environnement.

http://www.mbcradio.tv/article/ce-lundi-souvre-un-atelier-sur-les-maladies-coralliennes-organis%C3%A9-par-la-coi

lexp.mu



MALADIES CORALLIENNES : UNE FORMATION POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

La Commission de l'océan Indien a débuté, depuis hier, un atelier de formation sur les maladies qui affectent les coraux. La formation se déroule à l'université de Maurice. L'objectif de cet atelier est de renforcer les connaissances de diverses parties prenantes en matière de maladies coralliennes. Il vise aussi à mettre en place des actions pour combattre la disparition des coraux. La formation s'étendra jusqu'à demain.

L'Express 24 mai 2016

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

LE COMITÉ DE L'IFRECOR SE TIENT SUR LE MARION DUFRESNE :Des "actions concrètes" pour protéger durablement le récif corallien

Le Mercredi 25 Mai



C'est à bord du Marion Dufresne que le comité national d'Initiative française pour les récifs coralliens (Ifrecor) s'est réuni pour 3 jours de conférence basée sur la protection des écosystèmes. A l'issue du bilan du premier quinquennat d'action achevé en 2015, des pistes de travail seront élaborées et validées pour les 5 prochaines années, en vue de limiter durablement la mort des coraux. l'Ifrecor est la déclinaison française de l'Icri : initiative internationale pour la protection des récifs coralliens. (Photo d'archive)

"Le récif corallien français se porte mal" lance Ludovic Schultz, le sous-directeur du littoral et des milieux marins au Ministère de l'écologie au micro de RTL Réunion. Lors de ce comité, accueilli sur le Marion Dufresne, le programme quinquennal sera élaborée par les quelques 50 représentants et organismes de protection de l'éco-système sous-marin. Le bilan "plutôt positif" rend acquis la structuration d'un réseau d'acteurs et le partage des connaissances et de méthodologie, permettant maintenant de mettre en place des actions concrètes.

Les objectifs pour cette prochaine période : "rédiger des guides de bonne pratique sur la base de ce qu'il se fait déjà dans les différents territoires français. Mettre en commun ces pratiques, dicerner les meilleures et au travers d'un document, pouvoir aller les proposer à l'ensemble des territoires français mais également de les promouvoir au niveau international" ajoute le sous-directeur.

Réaliser un état de santé des récifs notamment à l'échelle régionale, en s'appuyant sur les bilans de la commission de l'océan Indien pour pouvoir mieux les protéger fait également partie des actions envisagées par le comité.

Enfin, la protection des récifs coralliens demeure une nécessité pour bien des enjeux. "la mort des coraux est une perte très importante de biodiversité, parce car les récifs coralliens constituent des habitats pour beaucoup d'espaces marines et participent à l'équilibre global des milieux marins. Il faut que l'océan puisse jouer son rôle de régulateur climatique en captant les gaz à effet de serre et que les éléments vivants du milieu demeurent en bonne santé, sinon ce rôle se dégrade. Les ressources des éco-systèmes comme la pêche, l'activité touristiques disparaissent également quand l'écosystème se dégrade" termine Ludovic Shultz.

www.ipreunion.com
http://www.ipreunion.com/photo-du-jour/reportage/2016/05/25/ifrecor-ifrecor,44416.html



le mauricien — actualité | générale — jeudi 26 mai 2016 9

BIODIVERSITÉ | Espèces marines envahissantes

Le plan d'action soumis à discussion durant un atelier régional

La mise en œuvre du plan d'action régional concernant la gestion des espèces marines envahissantes établi en juillet 2015 sera soumise à discussion au cours d'un premier atelier régional qui se tiendra du 25 au 27 mai 2016 au siège de l'Institut océanographique de Maurice (MOI) à Albion. Une trentaine de représentants d'autorités portuaires et de biologistes marins venant des Comores, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie y participent.

Maurice a été sollicitée par la Commission de l'océan Indien (COI) pour partager ses expériences et bonnes pratiques avec d'autres pays de la zone qui sont concernés par les mêmes problématiques. En effet, les espèces marines envahissantes constituent une des menaces les plus dangereuses pour la biodiversité et les écosystèmes de par leur nature sournoise et transfrontalière. Dans la région de l'océan Indien occidental, Maurice est l'un des pays les mieux avancés en matière de gestion d'espèces marines envahissantes.

Cet atelier découle d'une initiative conjointe du ministère de la Pêche et du MOI et vise à renforcer la capacité des équipes nationales en matière de surveillance et de planification pour une meilleure gestion des espèces marines envahissantes, en particulier en milieu portuaire. Plusieurs présentations sont à l'agenda, notamment : études biologiques portuaires ; locations et sites prioritaires pour les études ; la composition des équipes locales, la logistique et les exigences techniques ; préparation des plans initiaux des études ; les équipements d'inspection et des démonstrations ; et l'échantillonnage et l'analyse. Une pratique sur site est prévue au port. Les participants se rendront également au Rajiv Gandhi Science Centre, avec un intérêt particulier pour le coin Eaux de ballast.

VACANCY
www.sicomgroup.mu
Freelance – Life Insurance Sales Representatives
The SICOM Group, a major player in the Insurance and Financial Sector in Mauritius, is inviting

La Gazette de la Grande Ile
www.lagazette-dgi.com — La vérité imprimée



La Gazette - dgi
JEUDI 26 MAI 2016

Microportraits
Le voyage continue

Le voyage continue pour les Microportraits du peuple caché de nos cultures qui font escale à la Grande Île. Troisième arrêt à Madagascar ! Dans un premier temps au sein de la galerie d'exposition de l'Institut Français d'Antananarivo jusqu'au 28 mai 2016.

Les photographies sillonneront ensuite la Grande Île jusqu'en novembre 2016, au Parc Botanique et Zoologique de Tsimbazaza en juin et dans les Alliances Françaises à partir de juillet.

Cette initiative est issue d'une étroite collaboration entre le projet COI-Biodiversité et le réseau PRPV (projet EpiBio-OI), porté par le Cirad à La Réunion. Tout deux sont cofinancés par l'Union européenne, selon les informations publiées par Le portail d'information sur la biodiversité et l'agriculture dans l'océan Indien.

Pêche

Témoignages

Commission des thons de l'océan Indien : pêcheurs vigilants :20E SESSION PLÉNIÈRE DE LA CTOI À SAINT-DENIS

23 mai 2016

La Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), constituée en octobre 2015, sera extrêmement vigilante sur les résolutions qui seront adoptées lors de la 20e session plénière de la Commission des thons de l'océan Indien, à La Réunion du 23 au 27 mai 2016, précise un communiqué diffusé hier. Son président, Keith André, demande à ce que les professionnels artisans de l'océan Indien se réapproprient la ressource halieutique de leur bassin maritime aux fins de son exploitation durable et sélective.



« Que ceux qui ont participé à la surexploitation de l'espèce soient les contributeurs à la baisse de ses captures » (photo Greenpeace)

Depuis octobre 2015, après plus de 16 mois de préfiguration, les professionnels riverains (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion) de la pêche se sont regroupés en constituant la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI).

Le président de la FPAOI, Monsieur Keith André, pêcheur professionnel artisan seychellois, rappelle que « nous sommes plus de 120 000 personnes dans notre bassin maritime à pratiquer, à vivre, à se nourrir de notre pêche artisanale, raisonnée, durable et sélective. Nous entrainons avec nous plus de 400 000 individus qui tirent leurs revenus de la collecte, de la transformation et de la valorisation des ressources halieutiques que nous produisons. Notre métier nous a permis de développer une connaissance fine et opérationnelle des enjeux des pêcheries côtières riveraines en océan Indien ».

La FPAOI porte en effet l'ambition de destins communs au bénéfice de la ressource halieutique et du soutien des pêcheurs artisans dans le bassin maritime de l'océan Indien. Elle porte le plaidoyer pour la défense et la durabilité du métier d'artisans pêcheurs en océan Indien, le partage d'expériences à l'échelle du bassin maritime, le portage de projets sur des thématiques communes et la création d'une base unique de données de connaissances partagées.

Le président de la FPAOI est à La Réunion pour participer à partir du lundi 23 mai, aux côtés de Jean-René Enilorac, président du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de La Réunion et premier vice-président de la FPAOI, aux travaux de la 20e session plénière de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI).

S'en suivra, les 26 et 27 mai 2016, une réunion du Comité exécutif de la FPAOI, au Port, à son siège social, pour faire notamment le bilan sur les résolutions qui seront prises par les parties contractantes de la CTOI.

D'ores et déjà, Keith André réclame durant ses cinq prochains jours de session plénière une résolution juste et efficace au format « pollueur – payeur » pour la préservation du thon albacore. « Que ceux qui ont participé à la surexploitation de l'espèce soient les contributeurs à la baisse de ses captures » et Jean-René Enilorac de renchérir sur le fait que la CTOI doit aller « plus loin et plus fort » pour réduire le nombre de DCP dérivants des thoniers senneurs, « à moins de 150 par navire, comme le pratiquaient les français avant la résolution 15/01 qui a autorisé 550 de

ces engins par bateau » et de limiter à un navire logistique (supply vessel) par compagnie de pêche.

Concomitamment, la FPAOI demande à ce que des mesures d'obligation de localisation par VMS (vessel monitoring system) et de déclaration des données de captures soient mises en œuvre pour les navires autorisés par la CTOI à pratiquer la pêche aux thons avec les filets maillants dérivants, qui restent une technique de pêche trop peu sélective.

Le premier vice-président de la FPAOI balaie devant sa porte en rappelant que demain, « les armements continentaux européens qui se sont réfugiés opportunément en océan Indien après l'effondrement des stocks en Atlantique et en Méditerranée se tourneront assurément vers des ressources nouvelles ou régénérées ailleurs ».

Les représentants de la FPAOI concluent en insistant sur le fait que, de par sa typologie, la flottille artisanale en océan Indien n'aura aucun autre échappatoire dans son bassin maritime ; c'est en océan Indien que se construira son destin ou que s'opèrera son déclin ».

http://www.temoignages.re/developpement/environnement/commission-des-thons-de-l-ocean-indien-pecheurs-vigilants,86392

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Le thon albacore menacé de disparaître dans l'océan Indien

Le WWF met en garde la Commission des Thons de l'Océan Indien

19 mai 2016

Le WWF rappelle l'urgence d'une réduction des captures de thon albacore dans l'Océan Indien, dans un communiqué diffusé ce 19 mai.



Le WWF met en garde la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), sur le risque d'épuisement de stocks de thon albacore sans une meilleure règlementation de la pêche au thon, à quelques jours de la réunion annuelle de l'organisation qui se tiendra du 23 au 27 mai à La Réunion. Responsable de la conservation et de la gestion du thon et autres ressources marines de l'Océan Indien, la CTOI doit absolument poser des limites : réduire les captures de thon albacore de 20 % et introduire des règles de contrôle de l'effort de pêche.

Réduire les capture de 20 %

"Nous alertons la commission sur l'urgence de la prise en compte des recommandations du comité scientifique de la CTOI : réduire les captures de thon albacore de 20 %. Les Etats membres doivent immédiatement prendre des mesures afin de permettre une reconstitution des stocks de thon albacore qui sont aujourd'hui surexploités", explique ainsi Wetjens Dimmlich, Responsable du programme Thons de l'Océan Indien du WWF.

Le niveau de ces stocks est passé du vert au rouge selon la dernière étude conduite et publiée par la CTOI en 2015. A cette époque, son comité scientifique prévenait d'ores et déjà la commission d'un possible effondrement des stocks au cours des 5 prochaines années si l'effort de pêche était maintenu à son niveau. Le thon albacore est une espèce très recherchée. Il représente une part significative des exportations de la région, mais il est surexploité et nécessite à présent des mesures urgentes pour assurer son renouvellement.

"Les pêcheries bien gérées comme celle du hareng de la Mer du Nord, sont celles qui ont mis en place des régles de gestion de l'exploitation qui permette à la ressource à se renouveller.. Cela démontre qu'une réponse immédiate aux signaux d'affaiblissement des ressources permet d'éviter des mesures drastiques une fois que le mal a été fait. Le manque de règles de contrôle en Océan Indien a contribué à la situation actuelle des stocks de thon albacore" ajoute Wetjens Dimmlich.

Effondrement des stocks dans un avenir proche

L'industrie des produits de la mer et les communautés qui dépendent de cette pêche sont à juste titre préoccupées par les déclarations de la CTOI prédisant un effondrement des stocks dans un avenir proche car c'est une menace réelle pour leurs moyens de subsistance. Le mois dernier, 38 acteurs majeurs du secteur, des entreprises thonières aux distributeurs, se sont joints au WWF pour appeler à une meilleure règlementation de la pêche au thon dans l'Océan Indien. « Nous réitérons notre demande. Le thon, et en particulier le thon albacore, est une ressource alimentaire primordiale dans le monde. Des mesures doivent être prises immédiatement pour permettre la reconstitution des stocks. La commission se réunit en mai à La Réunion, en France. Elle doit absolument prendre ses responsabilités et instaurer d'urgence une meilleure règlementation, tenant compte de la situation et limitant les captures de thon dans la région » ajoute Isabelle Autissier, présidente du WWF France. "Espérons que les délégués aient la clairvoyance d'adopter ces règles pour l'albacore mais également pour le thon listao et toutes les autres espèces dont elle est responsable afin d'éviter d'autres menaces de la sorte à l'avenir. Les Etats membres doivent coopérer afin de s'assurer que la ressource commune dont dépendent leurs communautés et leurs économies, ne soit pas menacée par un manque de gestion durable des efforts de pêche".

Requins et raies menacées

Bien que toute l'attention sera portée sur le thon albacore, les requins et les raies sont également victimes d'un niveau de pêche non durable dans l'Océan Indien, accentué par le fait que ces espèces présentent très peu de données de captures et de données biologiques. Le WWF est très préoccupé par le sort et le manque de gestion de ces espèces dans la région et appelle également la CTOI à prendre des mesures améliorant la protection et le suivi des espèces vulnérables telles que les requins, les raies, les tortues marines, les oiseaux marins ou encore les cétacés ; et plus spécifiquement à rendre obligatoire le débarquement des ailerons de requins associés à la carcasse qui leur correspond.

http://www.temoignages.re/developpement/environnement/le-thon-albacore-menace-de-disparaitre-dans-l-ocean-indien,86355

Agroalimentaire



NEWS MADA

24 Mai

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

Commerce de bois précieux : la Cites exige l'application des sanctions

Productivité : accent sur l'agroalimentaire

Par Les Nouvelles sur 23/05/2016

Le secteur de l'agroalimentaire présente un potentiel énorme à Madagascar. Plusieurs défis restent à relever pour le développement de ce secteur.

Avec un potentiel énorme, l'agroalimentaire à Madagascar mérite de se mettre aux normes internationales. Les opérateurs œuvrant dans ce domaine ont affirmé maintes fois que la Grande île a la vocation de devenir le leader en la matière dans l'océan Indien. Elle représente plus de 90 % de la surface agricole de cette région. Cette disponibilité des terres arables du pays constitue un atout de développement important. Cependant, le manque de spécialisation malgré cet avantage demeure un handicap.

Un opérateur malgache qui investit dans la transformation des produits agricoles et l'agroalimentaire a évoqué qu' «Il nous appartient de faire en sorte que l'on puisse faire un travail d'amélioration de notre production, spécifier notre filière, par exemple, en insistant sur le côté bio». En effet, il n'est pas rare d'entendre ces dernières années que les produits agricoles et agroalimentaires de Madagascar destinés à l'exportation ont connu des cas de refoulement aux frontières, ou de retrait sur le circuit de distribution dans des pays importateurs. Une perte considérable pour les opérateurs qui ternit en même temps l'image des produits de Madagascar.

Hausse de la demande

Sur le plan national, l'augmentation de la demande alimentaire de la population liée à la forte urbanisation et à la croissance démographique ainsi qu'au développement des pôles intégrés de croissance, continuera de représenter un marché à satisfaire. Mais avant de pouvoir donner de la valeur ajoutée aux produits malgaches, le pays doit faire un travail d'amélioration. «Nous pouvons effectivement parler de notre exception environnementale dans l'amélioration de la productivité agricole. De ce fait, nous devons faire l'effort de transformer nos produits, pour canaliser la valeur ajoutée sur Madagascar», a recommandé notre interlocuteur.

L'économie malgache repose en grande partie sur l'agriculture. Le secteur agricole contribue au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 30 %. Et en intégrant les industries agroalimentaires, ce secteur y contribue jusqu'à 43 % et emploie 80 % de la population active. Depuis 2013, la Commission de l'océan Indien (COI) a souligné le rôle que pouvait jouer Madagascar comme «grenier alimentaire de l'océan Indien».

Arh.

http://www.newsmada.com/2016/05/23/productivite-accent-sur-lagroalimentaire/

Investiture du Président Azali Assoumani

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu

26 mai 2016

Azali dénonce les huées lors de la cérémonie d'investiture et appelle la France a un dialogue constructif pour une solution à la question de Mayotte

Le président de l'Union des Comores a dénoncé les huées lors de la cérémonie d'investiture. Il demande aux comoriens de respecter les institutions de la République et de rendre grâce à Allah.

Azali insiste sur le problème qui est à Mayotte et espère que le pays des droits de l'homme fera ce qu'il faut pour respecter la loi. Il insiste que le comorien qui dira que Mayotte n'est pas comorienne n'est pas encore né et demande aux autorités françaises de continuer le dialogue. S'adressant aux comoriens, monsieur Assoumani appelle à l'apaisement après les joutes verbales de la campagne



De gauche à droite, Azali Assoumani et l'ex président Ikililou Dhoinine lors de la cérémonie d'investiture

Le message des comoriens étaient clair. Ils veulent plus de respect des institutions républicaines, et d'orthodoxie dans la gestion des affaires de l'Etat. Azali dit avoir reçu le message 5 sur 5.
Oui nous voulons et nous pouvons faire des Comores un pays émergents avec l'aide d'Allah.
Un vrai partenariat public-privé. Azali prend l'engagement de lutter contre l'impunité.
©habarizacomores.com
©www.habarizacomores.com

http://www.habarizacomores.com/2016/05/azali-denonce-les-huees-lors-de-la.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Passation technique hier entre le président sortant et son successeur

LE 27 MAI 2016.



Ikililou Dhoinine a dit avoir permis, durant son mandat, le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit et de la liberté d'expression et ce, à travers "le développement des medias, d'une presse libre et indépendante, et l'affirmation des partis politiques autonomes."

La passation technique entre le chef de l'Etat sortant, Ikililou Dhoinine, et son successeur, Azali Assoumani, a eu lieu hier après-midi au palais de Beit-salam devant une centaine d'invités. Pendant une soixantaine de minutes, les deux présidents ont échangé sur les dossiers importants du pays.

A l'issue de ce tête-à-tête, Ikililou Dhoine s'est adressé à la nation. Il s'est livré, dans son discours, dans un exercice de défense de son bilan de cinq ans à la tête de l'Union des Comores. Selon lui, durant tout son mandat, il s'est battu pour garantir «l'harmonie totale entre les îles et le gouvernement central afin d'éviter les éternels conflits de compétences, qui ont longtemps paralysé l'action de l'Etat.»

Harmonie entre îles et gouvernement central

Il a dit également avoir permis le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit et de la liberté d'expression et ce, à travers "le développement des medias, d'une presse libre et indépendante, et l'affirmation des partis politiques autonomes." Parmi ses réalisations, Ikililou Dhoinine a fait mention de la mise en place des communes, de l'élaboration d'une stratégie de croissance crédible, de la maitrise de la dette et de l'atteinte du point d'achèvement.

Dans le secteur des finances publiques, il a indiqué que le secteur a été largement assaini afin de permettre un accès large et équitable au crédit. «Nous avons soutenu les structures qui organisent l'entreprenariat et posé les bases d'un partenariat public/privé, qui doit permettre de mieux coordonner l'action des acteurs de l'économie», a-t-il dit.

Par rapport aux projets inachevés ou pas du tout réalisés, le président sortant a reconnu certaines insuffisances, «notamment en matière d'accès à l'eau et à l'électricité dont sont privées de très nombreux Comoriens, malgré une volonté politique sans faille, et surtout la réalisation avec la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et le Pnud de beaucoup de projets d'adduction d'eau.»

Mariata Moussa

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13454-passation-technique-hier-entre-le-president-sortant-et-son-successeur

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Comores/France : Vallini réitère la volonté de Paris de soutenir le nouveau président

LE 27 MAI 2016.



«Je suis aussi venu dire au président Azali que nous sommes évidemment à sa disposition pour renforcer encore, si besoin est, le partenariat entre les deux pays. Nous nous sommes convenus avec lui qu'il était nécessaire d'approfondir ces relations», a déclaré André Vallini, secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie, avant-hier lors d'une conférence de presse à Voidju.

Peu après son arrivée à Moroni, le secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie, André Vallini, a rencontré la presse, dans la soirée du mercredi 25 mai, à la résidence de France, sise à Voidju.

Il a abordé de nombreux sujets relatifs à la coopération bilatérale, notamment la situation des Comoriens des trois autres îles à Mayotte. Selon lui, son déplacement à Moroni est un témoignage des relations privilégiées existant entre Moroni et Paris. «Je suis venu dire au président Azali que nous avions été très heureux de constater à quel point le processus démocratique avait parfaitement fonctionné dans cette dernière élection présidentielle.

Je suis aussi venu lui dire de la part du président Hollande que nous étions évidemment à sa disposition pour renforcer encore, si besoin est, le partenariat entre les deux pays. Nous nous sommes convenus avec le président Azali qu'il était nécessaire d'approfondir ces relations», a-t-il dit.

«Situation sous contrôle»

Au sujet du processus électoral qui vient tout juste de s'achever, le secrétaire d'Etat français a déclaré avoir dit au nouveau président comorien tout le bien qu'il pensait du fonctionnement de la démocratie aux Comores. Il a ainsi appelé les pays africains à s'inspirer du modèle national. Quant aux critiques de l'opposition dont une partie accuse la France de s'être trop ingérée dans les affaires intérieures et d'avoir soutenu le candidat du pouvoir, André Vallini a opposé un démenti à toutes ces affirmations.

¨Nous avons observé ces élections avec attention, comme nous le faisons avec tous les pays partenaires avec la France. Les Comores sont un pays ami ; nous nous intéressons à tout ce qui s'y passe, mais en aucun cas, la France ne s'est mêlée du processus électoral qui vient d'avoir lieu. Je porte le démenti le plus formel à ces allégations qui n'ont aucun fondement¨, a-t-il indiqué.

Interrogé sur la crise à Mayotte, l'île comorienne occupée par la France, il a affirmé que la situation était effectivement ¨préoccupante¨. ¨Nous avons aussi vite que possible pris des mesures nécessaires de façon à protéger les personnes menacées, qui subissaient plus que des menaces, des violences physiques et qui étaient mises sous la protection des forces de l'ordre¨, a-t-il souligné.

Et d'ajouter que les forces de l'ordre viennent d'être renforcées. «Des forces de la gendarmerie et de la police sont déployées à Mayotte, un nouveau préfet vient d'arriver. Il a des instructions très claires.

Nous devrons garantir la sécurité des biens et personnes, avant tout. C'est la mission que s'assigne la France, sur tout le territoire de la République, quelles que soit la nationalité et l'origine de la personne menacée. Nous souhaitons que le calme revienne ; la situation est sous contrôle, mais nous sommes très vigilants quant à son évolution¨, a-t-il fait savoir.

Mariata Moussa

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13455-comores-france-vallini-reitere-la-volonte-de-paris-de-soutenir-le-nouveau-president